

La PNM aborde de manière critique les problèmes politiques et culturels, nationaux et internationaux. Elle se refuse à toute diabolisation et combat résolument toutes les manifestations d'antisémitisme et de racisme, ouvertes ou sournoises. La PNM se prononce pour une paix juste au Proche-Orient, basée sur le droit de l'État d'Israël à la sécurité et celui du peuple palestinien à un État.

ISSN: 0757-2395

MENSUEL ÉDITÉ PAR L'U.J.R.E.

PNM n° 386 - Mai 2021 - 39^e année

Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

Le N° 6,00 €

PANDÉMIE: 100 000 MORTS EN FRANCE dus au Covid 19

par **PATRICK KAMENKA**

La pandémie a fait au moins 100 000 victimes en France : un bilan sans précédent depuis l'épidémie de grippe espagnole qui avait éclaté en 1918, provoquant le décès de 200 000 personnes.

La France est aujourd'hui le quatrième pays en Europe le plus frappé par l'épidémie du Sars-Cov-2 qui a tué 3 millions de personnes sur la planète. La gravité de la situation est telle que le quotidien *Le Monde* ne s'y est pas trompé, titrant à la Une de son édition du 15 avril : « 100 000 morts en France, l'hécatombe du Covid-19 ».



Au service mortuaire de l'hôpital Emile Muller de Mulhouse, les rites funéraires sont simplifiés © Thierry Gachon

Au-delà de la brutalité des chiffres, ne faut-il pas s'interroger sur la gestion de l'épidémie qui aujourd'hui entraîne le pays dans un désastre sanitaire, économique, social voire politique avec, entre autres conséquences, l'inquiétante montée des thèses de la droite extrême, relayées dans les media comme CNews. Le bilan aurait sans doute été moins catastrophique si, depuis des décennies, les politiques de santé publique ne s'étaient pas acharnées à réduire drastiquement les coûts à l'hôpital (la fameuse tarification à l'acte transformant celui-ci en une entreprise comme une autre) et donc à fermer des milliers de lits mais aussi à diminuer le nombre de soignants. ■■■ *Suite en page 4*

JE VOUS ÉCRIS D'AUSCHWITZ LES LETTRES RETROUVÉES

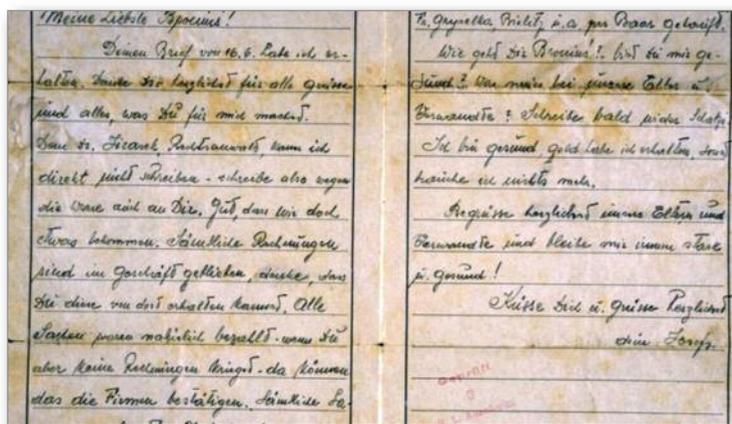
présentées par **KAREN TAÏEB**

lu par **BÉATRICE COURRAUD**

« Mes chers, je suis dans un camp de travail et je vais bien... » Nous connaissons l'existence des lettres que les détenus envoyaient à leur famille depuis le camp d'internement de Drancy. Ils savaient qu'ils allaient être déportés, ignoraient la destination de leur déportation.

Ce lieu lointain, effrayant, et pour eux irréel, ils l'appelaient *Pitchipoï*. Nous ne savions pas, ou si peu, qu'un certain nombre de déportés dans le camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau allaient aussi écrire à leurs proches.

Je vous écris d'Auschwitz – Les lettres retrouvées, présentées par Karen Taïeb [1], nous plonge dans l'émotion et la stupeur. Ainsi, des condamnés à une mort certaine ont eu l'incroyable possibilité d'écrire à leur famille, de donner de leurs nouvelles. Certes, mais quelles nouvelles ! En réalité, certains déportés détenus à Auschwitz-Birkenau, choisis un peu au hasard, y furent autorisés, entre 1942 et 1945 (3 000 au total) mais de façon tout à fait particulière. L'un des buts des nazis était de faire œuvre de propagande. Ce qu'ils nommaient la *Brief-Aktion* (l'action-lettre) visait à rassurer les familles et à dissimuler l'horreur de leurs crimes. L'autre but, à l'évidence, était de découvrir les adresses de ces familles afin de pouvoir les arrêter. ■■■ *Suite en page 5*



Lettre manuscrite de Josef Wantula datée du 28 juin 1942, envoyée d'Auschwitz à un parent

Editorial

UN BANQUIER ÉPIDÉMIOLOGISTE

par **BERNARD FREDERICK**

Le président était banquier ; il est épidémiologiste. C'est Jean-Michel Blanquer qui l'assure : « Le président a acquis une vraie expertise sur les sujets sanitaires. Ce n'est pas un sujet inaccessible pour une intelligence comme la sienne et au regard du temps important qu'il y consacre depuis plusieurs mois ».

On vante, dans son entourage, rapporte *Le Monde*, « sa capacité à "challenger" le ministre de la Santé, Olivier Véran, ou les scientifiques, autour de la table du Conseil de défense ». Il paraît même qu'il peut évoquer des études scientifiques que « les experts en face de lui n'ont même pas lues ».

« Ces hommes lui font cour et cortège ; ils mêlent leur rayonnement au sien » écrivait Hugo à propos de Napoléon III. Bravo la cour !

On a compris : il n'a pas seulement la science ; il est la science. C'est pourquoi il peut décider seul ; se passer du Conseil scientifique qu'il a lui-même constitué ; repousser les avis des scientifiques, des médecins, des épidémiologistes – les vrais ! ; faire du Parlement des chambres d'enregistrement.

Seul, il vient de décider d'un déconfinement par étapes. C'est certain, tout le monde en rêvait, sauf ceux qui ne rêvent plus : les morts !

L'épidémiologiste – une vraie – Catherine Hill, très dubitative, comme la plupart de ses collègues, s'alarme : « On va continuer à avoir 300 morts par jour jusqu'en septembre ? C'est insupportable ! ».

Mais qui parle des morts ? Qui s'en inquiète ? Quel journal, quelle télévision a consacré ne serait-ce qu'un seul reportage au deuil des familles ? De plus en plus souvent, on oublie même de donner les chiffres. Derrière chaque chiffre, il y a un nom et beaucoup de pleurs. Dans certains pays, les autorités ont rendu hommage aux victimes de la pandémie. En France rien. Pourtant, puisque Blanquer le dit, « ce n'est pas un sujet inaccessible pour une intelligence comme la sienne ».

Épidémiologiste, allons donc. Monsieur 100 000 morts et plus, oui ! ■ 30/04/2021

CARNET

ROLAND WEYL N'EST PLUS

On ne résume ni un homme, ni une histoire, encore moins Roland Weyl. Voire, le Parti communiste vient de le faire, saluant en lui « *l'engagement révolutionnaire, pour la justice, la paix et l'émancipation humaine* ».

Issu d'une lignée de juristes, Roland Weyl, c'est quatre-vingts ans au service d'une passion : le droit, qu'il caractérise comme l'expression d'une conscience morale. « *Un enfant a conscience de ses droits* » disait-il. Un enfant dira « *J'ai le droit !* », il dira « *C'est pas juste !* ».

Né en 1919, entre deux guerres mondiales, la Grande et la Seconde, Roland Weyl s'inscrit en 1939 au barreau de Paris. Il a vingt ans. Soixante-dix ans plus tard, il en sera le doyen. Juif, il ne peut exercer pendant la guerre. Il résiste. Après la guerre, il adhère au Parti communiste, le « *seul outil d'action pour un changement de société* », disait-il. Et comme tous ses engagements ne font qu'un, il adhère dans la foulée à l'Association internationale des juristes démocrates (AIJD) – il est l'un de ses fondateurs, il en était devenu le vice-président – ainsi qu'au Syndicat des avocats de France, au Secours Populaire et au Mouvement de la Paix – il sera jusqu'au bout membre de son Conseil national.

Dès lors, il se battra avec acharnement, avec lucidité, sur tous les fronts, défendant, au milieu de mille causes civiles, les ouvriers qui refusent de charger un train d'armes en partance pour l'Indochine, les mineurs du Pas-



de-Calais à l'occasion de la grande grève de 1947, les fils de fusillés qui refusent de servir sous les ordres du général allemand Hans Speidel, nommé en avril 1957 à la tête de l'Otan, les militants algériens en lutte

pour leur indépendance – il fait partie du fameux pont aérien organisé à l'initiative du *Secours populaire*.

On retiendra son travail intelligent et acharné au service de la paix et, partant, au sein du *Mouvement de la Paix*, conjuguant une réflexion théorique, qui se déploie dans ses nombreux livres, avec une pratique au plus près de la réalité. Ses objectifs étaient remarquablement concrets. Ainsi a-t-il combattu l'Otan dont il contestait la légitimité. « *L'Europe sans l'Otan, disait-il, ce n'est pas possible, c'est nécessaire !* » Il décrivait le Pacte atlantique comme une milice armée, une violation du droit international : « *S'il était pacifique, ils ne l'auraient pas appelé atlantique* », observait la souriante Marianne de Jean Effel.

À l'inverse, il était intarissable sur la *Charte des Nations Unies* dont les enfants des écoles devraient savoir par cœur le préambule. « *Elle est révolutionnaire* », disait-il avec enthousiasme, elle est sans précédent, proclamant avec orgueil « *Nous, peuples du monde* ». « *C'est, disait-il, la part internationale du droit national. Et c'est la responsabilité des citoyens d'imposer le respect de la Charte. Car, nationale ou internationale, la loi n'est jamais un acquis, elle ne vit que par l'exercice intelligent que l'on en fait.* » ■ N. Mokobodzki

Communiqués de l'UJRE

SARAH HALIMI.
LE RÔLE DE L'ANTISÉMITISME.

La Cour de cassation vient de rendre un arrêt qui, tout en reconnaissant le caractère antisémite de l'assassinat de Sarah Halimi, déclare son auteur pénalement irresponsable.

On peut comprendre que cette décision définitive soit vécue douloureusement par la famille et les proches de la victime. Il reste qu'elle est conforme au droit en s'inscrivant dans une tradition qui remonte au droit romain selon laquelle on ne juge pas les malades mentaux. Il faut d'ailleurs noter que cette décision judiciaire n'équivaut en aucune façon à une remise en liberté de l'assassin mais au contraire à une privation de liberté, dont la durée n'est pas fixée, dans un lieu réservé aux malades difficiles.

Cet assassinat pose cependant d'autres problèmes que ceux relatifs aux rôles respectifs de la consommation de cannabis et de la maladie mentale dans le geste meurtrier.

En effet, comme l'a remarqué l'un des experts psychiatres ayant examiné l'assassin, l'émission par celui-ci d'expressions typiquement antisémites s'explique par le fait qu'il baignait dans un milieu où régnait une idéologie antisémite qu'il a mise en œuvre. Indépendamment de la décision de justice, la question posée, et loin d'être résolue actuellement, est celle d'une lutte efficace contre l'antisémitisme, par des moyens autant éducatifs que répressifs.

C'est dans ce sens que l'UJRE n'a cessé et ne cessera d'agir. ■ 27/04/2021

HALTE À LA SÉDITION !

Une lettre ouverte, publiée par provocation le jour du 60e anniversaire du putsch d'Alger* et signée par une vingtaine de généraux en retraite, soutenus par un millier de militaires de tous grades, contient un appel à la sédition militaire.

Leur texte dénonce un « délitement » français dont il rend responsables l'antiracisme, l'islamisme et les « hordes de banlieue », tout en tentant de récupérer le mouvement des gilets jaunes. S'adressant « à nos gouvernants », après les avoir accusés d'atermoiements et de laxisme, il conclut par cette menace : « *... la guerre civile mettra un terme à ce chaos croissant, et les morts, dont vous porterez la responsabilité, se compteront par milliers* ».

Cet appel est scandaleux. Le soutien sans réserve dont il fait l'objet, de la part d'une candidate à la présidence, l'est encore plus.

Quant au pouvoir en place, après avoir fait preuve d'un inexplicable silence, il s'est contenté, par la voix de sa ministre de la Défense, de dénoncer la politisation de l'armée et d'envisager des sanctions administratives. Rien n'a pourtant été décidé en ce sens par le gouvernement, alors que cet appel à la désobéissance de l'armée vis-à-vis du pouvoir civil est prévu et sanctionnable par la loi.

Pour sa part, l'UJRE, fidèle aux valeurs de la Résistance qui ont présidé à sa création, condamne énergiquement cet appel de militaires d'extrême droite qui rappelle douloureusement les prémisses d'autres coups d'État militaires dans l'histoire récente, qu'il s'agisse du franquisme espagnol ou du pinochetisme chilien.

L'UJRE en appelle à l'ensemble des forces démocratiques afin qu'elles condamnent et agissent contre toute tentative de sédition militaire. ■ 27/04/2021

* **Putsch d'Alger** : Le 21 avril 1961, quatre généraux tentent de s'opposer militairement au général de Gaulle, président de la République, qui s'appête à négocier avec le FLN la fin de la guerre et l'indépendance de l'Algérie. Les soldats du contingent refusent de suivre les généraux séditieux. Le putsch échoue au bout de cinq jours.

LIBERTÉS

LES FEMMES ET LA COMMUNE

Pour les 150 ans de la Commune, la Ville de Paris organise plusieurs événements culturels et mémoriels. La médiathèque Violette Leduc mettra les femmes, trop souvent oubliées, à l'honneur en organisant une conférence gratuite le **mercredi 26 mai 2021, de 19h. à 20h.**, à la Mairie du 11^e arrondissement*. Ces femmes qui n'étaient encore ni électrices, ni éligibles et qui pourtant, dans les débats, par leurs revendications qu'elles ont portées et parfois arrachées, ou sur les barricades, participèrent activement à la Commune.

À travers cette conférence, Françoise Bazire, des *Amis de la Commune*, partagera leur histoire.

* 12 Place Léon Blum Paris 11^e



VIE DES ASSOCIATIONS

LE SAVIEZ-VOUS ?



l'UJRE vous informe

Chers amis, saviez-vous que l'Allemagne, outre les rentes ou pensions de réparation versées aux victimes juives du nazisme, finance aussi, via la *Claims Conference*, des programmes d'aide au maintien à domicile ? Véritables aides au quotidien (aide au ménage, à la préparation des repas, aux courses...), ces programmes sont peu connus des survivants en France. Sachez que la *Fondation pour la Mémoire de la Shoah* vient de missionner **Marc Fohlen-Weill** pour vous aider à vous informer sur ces programmes et à les actionner sans tarder. Il pourra faciliter votre prise en charge par une agence française habilitée par la *Claims Conference*. Ces démarches sont gratuites.

Vous pouvez le contacter par courriel (externe.mweill-@fondation-shoah.org), par téléphone (06 45 75 24 18) ou par écrit (Fondation pour la Mémoire de la Shoah, à l'attention de Marc FOHLEN-WEILL, 10 avenue Percier 75008 Paris). Vous pouvez également vous renseigner sur les autres services dédiés aux survivants de la Shoah par Internet (www.aides-survivants-shoah.fr). ■

LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif fondé en 1934

Éditions :

1934-1993 : quotidienne en yidich, *Naïe Presse* (clandestine de 1940 à 1944)

1965-1982 : hebdomadaire en français, **PNH** depuis 1982 : mensuelle en français, **PNM** éditées par l'U.J.R.E

N° de commission paritaire 062 4 G 89897

Directeur de la publication
Henri Blotnik

Rédacteur en chef
Bernard Frederick

Administration - Abonnements
Secrétaire de rédaction
Tauba Alman

Rédaction - Administration
14, rue de Paradis
75010 PARIS

Tel : 01 47 70 62 1 6

Courriel : lapnm@orange.fr

Site : <http://ujre.monsite-orange.fr>
(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement

France et Union Européenne :

6 mois 30 euros

1 an 60 euros

Étranger (hors U.E.) 70 euros

IMPRIMERIE DE CHABROL

5 Rue Guy Môquet ARGENTEUIL

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal

"pas comme les autres"

magazine progressiste juif.

Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse postale, date de naissance, mël et téléphone

PARRAINAGE

(10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

ISRAËL : JUSQU'OUÛ IRA LE NOUVEAU DOCTEUR FOLAMOUR ?

par **DOMINIQUE VIDAL***

On se souvient du *Docteur Folamour*, ce film de Stanley Kubrick dans lequel un général américain paranoïaque déclenchait une attaque nucléaire massive contre l'Union soviétique. Israël a désormais le sien : Benyamin Netanyahu semble prêt à tout pour sauver son « trône » et faire échouer Joe Biden.

Après les élections du 23 mars dernier, Benyamin Netanyahu obtint le plus de « recommandations » des nouveaux députés : 52, contre 45 au leader centriste Yaïr Lapid, de *Yesh Atid* (Il y a un avenir). Le président Reuven Rivlin dut donc, à contrecœur, le charger le 6 avril de former le nouveau gouvernement israélien. Il disposait de vingt-huit jours, plus douze si nécessaire, pour y parvenir. Or, moins de quinze jours après sa désignation, le chef du Likoud renonça... provisoirement. Cet échec était inscrit au fond des urnes : pour la quatrième fois, le Premier ministre n'avait pas réussi à obtenir la majorité nécessaire pour former une coalition et échapper à la justice. Même un ralliement de ses challengers de droite, l'ex-likoudnik Gideon Sa'ar (*Tikva Hadasha*, Nouvel espoir) et l'ultranationaliste religieux Naftali Bennet (*Yamina*, À droite), n'aurait pas rassemblé plus de 60 députés.

Restait une seule solution... théoriquement impossible. Certes, le chef du Likoud avait débauché à une extrémité l'un des partis arabes de la *Liste unie*, l'islamiste *Raam* de Mansour Abbas, et signé, à l'autre, un accord avec le parti sioniste religieux de l'homophobe *Noam* de Bezalel Smotrich et de la kahaniste *Otzma Yehudit* (Force juive) d'Itamar Ben Gvir. Encore fallait-il qu'islamistes et fascistes acceptent de siéger ensemble, ce que les uns comme les autres finirent par refuser formellement.

Pour justifier son pacte avec le Likoud, le chef islamiste a prétendu que les Arabes avaient plus à gagner au pouvoir avec la droite que dans l'opposition avec la *Liste unie* du communiste Ayman Odeh. Mais à quel prix ? Allié aux héritiers du parti interdit du rabbin Meïr Kahane, Smotrich, à peine élu, rétorque au député Ahmad Tibi : « *Un vrai musulman doit savoir que la Terre d'Israël appartient au peuple juif, et qu'avec le temps, les Arabes comme vous, qui ne le reconnaissent pas, ne resteront pas ici.* » Et l'agressé de répondre en



allemand : « *Du bist ein Rassist* [1]. »

Coïncé mais obstiné, le Premier ministre tente deux dernières manœuvres. Pour sortir la tête haute de la crise et du Palais de justice, il suggère qu'on l'élise président de l'État, mais mesure vite qu'il n'obtiendra pas les suffrages nécessaires à la *Knesset*. Il essaye alors de ressusciter l'élection du chef du gouvernement au suffrage universel, expérimentée par trois fois pour limiter les nuisances du scrutin proportionnel des législatives : pour Netanyahu en 1996, Barak en 1999 et Sharon en 2001. Là encore, il se sait battu à la *Knesset*.

« Bibi » n'a cependant pas dit son dernier mot. Certes, Yaïr Lapid tente désormais sa chance. Mais lui aussi peine à trouver une majorité, tant le camp des « anti-Bibi » paraît composite. Il lui faut surtout compter avec les ambitions de Naftali Bennett. Or le candidat Premier ministre n'a pas hésité à affirmer : « *Lorsque vous attrapez des terroristes, vous devez simplement les tuer.* » Interrogé sur l'illégalité d'une telle pratique, il répondit : « *J'ai tué beaucoup d'Arabes dans ma vie. Et il n'y a aucun problème avec ça* [2]. »

En attendant que Lapid échoue à son tour, Netanyahu multiplie les provocations avec un double objectif : imposer un gouvernement d'urgence nationale et saboter les négociations avec l'Iran. Ses alliés kahanistes se sont chargés de mettre le feu aux poudres en organisant à Jérusalem, avec la complicité de la police, une véritable chasse aux Palestiniens, au cri de « *Mort aux Arabes !* », dans l'espoir que les victimes contre-attaquent et que le Hamas s'en mêle... L'escalade vise aussi la République islamique : aux attaques contre plus de vingt tankers iraniens s'est ajouté le sabotage de la centrale de Natanz. Le piège est tendu : qui y tombera ? Reste un facteur, que les nationalistes sous-estiment toujours : Israël ne se comporte pas impunément en « État-voyou ». S'il peut compter sur la pusillanimité des gouvernements occidentaux, il voit son image se dégrader dans les opinions. À preuve ce sondage de l'IFOP réalisé à l'occasion du 70e anniversaire de la création d'Israël. Une nette majorité de Français en a une « *mauvaise image* » (57 %) et plus encore du sionisme (69 %). Et 71 % estiment qu'« *Israël porte une lourde responsabilité dans l'absence de négociation avec les Palestiniens* », 57 % qu'il « *constitue une menace pour la stabilité régionale* ».

On imagine ce que donnerait un sondage du même type à l'heure où, comme l'écrivait Zeev Steernhell, « *en Israël pousse un racisme proche du nazisme à ses débuts* [3] »... ■ 25/04/2021

* **Dominique Vidal**, journaliste et écrivain, a dirigé avec **Bertrand Badie** *Le Moyen-Orient dans le monde. L'État du monde 2021*, La Découverte, Paris, 2020.

[1] Site du *Times of Israel*, 7 avril 2021.

[2] Site de *L'Express*, 30 juillet 2013.

[3] *Le Monde*, 18 février 2018.

LES SILENCES DE FRANCIS KALIFAT

Ancien responsable du mouvement sioniste révisionniste *Betar*, Francis Kalifat préside le *Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif)*. Une de ses priorités est – à juste titre – la lutte contre l'antisémitisme. Sauf qu'il alimente celui-ci. Car son silence systématique sur les provocations racistes et bellicistes de Netanyahu renforce le préjugé selon lequel la loyauté des juifs de France irait à Israël. Inconditionnel de « Bibi », il va jusqu'à taire sa récente dérive négationniste :

20 octobre 2015 : devant le 37e Congrès sioniste, Netanyahu assure que « *Hitler ne voulait pas exterminer les juifs, seulement les expulser*¹ ». L'idée de les « brûler » lui aurait été suggérée par le Mufti de Jérusalem. Tous deux se sont rencontrés le 28 novembre 1941. À cette date, des centaines de milliers de juifs soviétiques avaient déjà été exterminés, et les chambres à gaz commençaient à fonctionner...

18 juillet 2017 : Netanyahu est accueilli à Budapest par son homologue Viktor Orbán. Trois semaines auparavant, ce dernier a réhabilité comme « *homme d'État exceptionnel*² » le régent Miklos Horthy, allié de l'Allemagne nazie. Dont les lois antisémites permettront à Eichmann de déporter à Auschwitz, de mai à août 1944, plus de 420 000 juifs hongrois. « Bibi » n'en dira pas un mot.

27 juin 2018 : Netanyahu signe avec le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki une déclaration commune que Yehuda Bauer, un des principaux historiens de la Shoah, qualifiera de « *trahison stupide, ignorante et amoral de la vérité historique sur l'implication polonaise dans l'Holocauste*³ ». Car elle cautionne la loi votée par la Diète, à peine amendée, criminalisant toute critique de la collaboration polonaise avec l'Occupant.

23 août 2018 : Netanyahu se rend à Vilnius, berceau de sa famille. Or 97 % des juifs lituaniens ont été exterminés, souvent par des collabos, parfois avant l'arrivée de la Wehrmacht. Et pourtant une loi négationniste à la polonaise est prévue. Impassible, le Premier ministre israélien salue les « efforts » de son homologue en matière de commémoration de la Shoah. « *Il n'y a jamais eu de réaction israélienne à la distorsion de la Shoah*, rétorque Ephraïm Zuroff, du Centre Wiesenthal. *Les Lituaniens peuvent dire absolument tout ce qu'ils veulent, ils peuvent glorifier des gens qui ont assassiné des Juifs*⁴. »

De tout cela, la newsletter du CRIF n'a jamais dit un mot. Les silences de Francis Kalifat sont bruyants. ■ **DV**

[1] Site de *L'Express*, 21 octobre 2015.

[2] Site du *Visegrad Post*, 27 juin 2017.

[3] *Haaretz*, 4 juillet 2018. Le 2 février, Morawiecki avait osé déclarer : « *Tous les crimes commis entre 1939 et 1945 sont de la responsabilité des Allemands, et après 1945 [...] des communistes et de la Russie soviétique* » (*Le Monde*, 5 février 2018). Les historiens s'accordent sur le caractère massif de la participation populaire, souvent spontanée, au génocide des juifs.

[4] Site du *Times of Israel*, 24 août 2018.

POGROM À JÉRUSALEM QU'EN DIT LA PRESSE ?



« *Mort aux Juifs* », ça nous est familier... « *Mort aux Arabes ?* » c'est nouveau, mais actuel : scandé depuis une semaine à Jérusalem-Est par quelques centaines de kahanistes [1] entourés de centaines de policiers ! Que dirait le regretté Zeev Sternhell, historien israélien spécialiste du fascisme, qui écrivait déjà dans *Le Monde* : « *Il pousse en Israël un racisme proche du nazisme à ses débuts.* [2] » ? Si les grands médias israéliens en ont parlé, peu l'ont fait en France : des juifs ne sauraient-ils commettre un pogrom ? « *L'information comme bien public* », c'est pourtant le thème, ce 3 mai, de la 30e *Journée mondiale de la liberté de la presse*... ■ 25/04/2021

[1] **Kahaniste** : adepte de l'idéologie extrémiste du rabbin Meïr Kahane, fondateur de la *Jewish Defense League* (interdit aux États-Unis) et du parti politique *Kach et Kahane Chai* (interdit en Israël).

[2] *Le Monde*, 18/02/2018

FRANCE

PANDÉMIE: 100 000 MORTS EN FRANCE dus AU Covid 19

(Suite de la Une)

par **PATRICK KAMENKA**

Les applaudissements de la population, qui saluaient au printemps dernier le dévouement des personnels de santé confrontés à des conditions de travail indignes de la 5e puissance mondiale, n'auront pas suffi à stopper la spirale infernale.

Aujourd'hui les soignants crient leur épuisement après avoir dû affronter trois vagues successives de la pandémie. Leurs témoignages disent leur ras-le-bol, de l'interne à l'infirmière. D'autant que les faibles revalorisations obtenues lors du Ségur de la santé n'ont pas effacé le profond malaise de la profession : le résultat pour les internes s'élève à +100 € en moyenne et une majoration de 25% des gardes pour des salaires oscillant de 1 600 à 2 000 €. Ce alors que les soins pour la réanimation dans les espaces Covid sont très lourds, mobilisant de nombreux professionnels spécialisés.

Il faut aussi prendre en compte les retards de diagnostic et de soins concernant les autres maladies (déprogrammation d'opérations) du fait de la mobilisation des équipes de soignants pour la lutte anti-Covid. Les témoignages publiés dans les médias révèlent que certains établissements ont arrêté la quasi totalité des autres opérations. Des tribunes de médecins évoquent même l'effroyable notion de « tri » entre patients du fait du manque de lits, de structures pour les accueillir tous. Face aux difficultés sur le terrain, le gouvernement a, dès le début de la pandémie, multiplié les déclarations mensongères sur l'existence de stocks de masques qui en réalité se sont révélés introuvables, comme sur l'absence de matériel de protection pour les soignants



Des visages derrière les chiffres, ceux de quatorze victimes de la région des Hauts-de-France, publiés par La Voix du Nord

(surblouses, etc.). La réalité de la désindustrialisation de la *start-up nation* était probante : un pays qui ne produisait plus de masques par exemple...

Au fur et à mesure de la propagation du virus, les propos guerriers du chef de l'État face à l'épidémie ont provoqué sidération et inquiétude dans la population, aggravées par le battage mortifère des médias assénant jour après jour les chiffres de la mortalité. Et quid du fameux « *quoiqu'il en coûte* » d'Emmanuel Macron ? N'a-t-il pas servi avant tout à mobiliser les salariés contraints de travailler en présentiel malgré le refus des organisations patronales d'octroyer les protections sanitaires nécessaires ? Il fallait avant tout, pour le Medef et Bercy, faire marcher l'économie : la CGT a, à ce sujet, rejeté l'accord national interprofessionnel (ANI) sur le télétravail, car non contraignant pour les employeurs.

Les premiers et seconds de cordée ont payé chèrement ces dogmes néo-libéraux. La pandémie a été particulièrement meurtrière pour ces professions – livreurs, caissières, éboueurs, soignants, etc. – mais aussi dans les secteurs défavorisés (le 93 notamment),

parmi les populations contraintes de vivre cloîtrées dans de petits appartements. Au plan scolaire, des décrochages et des retards ont été constatés pour de nombreux enfants de zones défavorisées, etc. Sans oublier le désastreux bilan des vagues de décès survenues l'an dernier dans les Ehpad, où les personnes âgées ont été dure-

ment frappées par la pandémie, révélant le manque de personnel et d'infrastructures adaptées ... Un bilan globalement négatif avec une montée sans précédent de la pauvreté voire de la misère auxquelles sont confrontées les associations caritatives comme le *Secours Populaire*. Quant aux derniers mois, la stratégie du gouvernement en matière vaccinale a provoqué une cacophonie générale entraînant une incompréhension du message officiel : retards de livraison des vaccins, gestion catastrophique de l'UE pour l'organisation des commandes, rivalités entre États membres, absence d'une stratégie concertée. Ce qui sur le terrain se traduisait par la difficulté de se faire vacciner, notamment pour les plus fragiles, sans compter le refus, au départ, de créer des vaccinodromes, pour finalement les accepter avec retard...

Le refus d'Emmanuel Macron de prendre en compte, dès le début de l'année 2021, l'alerte du Conseil scientifique – pourtant nommé par l'Élysée – et de nombreux médecins et épidémiologistes sur le risque de l'arrivée d'une troisième vague de l'épidémie, a été fatal.

Se targuant de sa stratégie face à nos

voisins européens, qui, eux, avaient anticipé et décidé de reconfiner strictement pour éviter une nouvelle vague de décès, Emmanuel Macron a pourtant dû admettre certaines erreurs, dans son allocution du 31 mars ; sans pour autant changer de stratégie sur le fond : dans le secret du bunker du Conseil de défense, il a décidé seul d'un compromis en fermant pour 3 semaines les établissements scolaires. Claire illustration, s'il en fallait une, du fonctionnement vertical de la monarchie républicaine de la V^e République, où le Parlement, les élus, les syndicats sont considérés comme non essentiels à la marche démocratique du pays.

L'épidémiologiste Catherine Hills a résumé en une phrase le désastre que connaît la France : « *À vouloir à la fois lutter contre l'épidémie, sauver l'économie et sauvegarder des libertés, Emmanuel Macron a perdu sur les trois tableaux* »... [1]

Sans oublier la fermeture de tout accès des Français à la culture depuis des mois – cinémas, théâtres, musées, salles de concerts, opéras, etc. En réaction à ce confinement des esprits et des libertés, des centaines de ces lieux sont occupés par les salariés du spectacle – dont en premier lieu et symboliquement l'Odéon...

Mais sur le fond, comment comprendre que dans la patrie de Pasteur, aucun vaccin n'ait pu être créé ? Les grandes entreprises pharmaceutiques nationales ont préféré la spéculation boursière et l'accroissement de leurs profits à l'instar de Sanofi qui licencie et ferme des pans entiers de laboratoires de recherche plutôt que d'investir.

Alors que la lutte entre les grands groupes capitalistiques de la pharmacie – Pfizer, Moderna, AstraZeneca ou Johnson & Johnson – pour la conquête des marchés mondiaux se fait plus intense, une vraie question se pose à l'humanité : **la levée de la protection intellectuelle sur les brevets des vaccins**, comme le recommande l'OMS.

La France, comme de nombreux pays riches du Nord, rejette ces propositions. Un contre-sens à l'heure du risque sévère d'une propagation éclair de divers variants. Voir l'exemple du Brésil où l'on compte chaque jour quelque 4 000 morts du fait de la politique hallucinante du président Jair Bolsonaro qui refuse tout confinement alors que le variant brésilien P.1 accélère dangereusement la diffusion de la pandémie.

N'est-il pas urgent de rendre la vaccination accessible à tous ? Pour mettre un terme au fléau qui affecte la planète entière ! ■ 20/04/2021

AGENDA DE LA MÉMOIRE

• **1^{er} mai** *Fête du travail* – Cette année, nous manifestons contre la réforme de l'assurance-chômage, pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale, la paix dans le monde...

• **3 mai** *Journée mondiale de la liberté de la presse* – En 2020, 50 journalistes assassinés dans le monde dont 8 au Mexique...

• **8-9 mai** *Capitulation sans conditions de l'Allemagne nazie* – « *Plus jamais ça* » disait-on ! Qu'en pensent les néo-nazis de Hongrie, de Pologne, du Brésil... Sans parler des 58 % de Français qui soutiendraient le récent appel des généraux factieux ?

• **8 mai** *Journée de la Mémoire* en Algérie – Commémoration du massacre de 15 000 Algériens, à Sétif en 1945.

• **9 mai** *La Marche d'Après* – À l'appel de plus de 400 organisations, marchons pour le climat et pour la vie.

• **10 mai** *Journée de commémoration nationale des mémoires de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions* – Loi Taubira (10 mai 2001) : « *la traite et l'esclavage sont des crimes contre l'humanité* ».

• **22 mai** – Adoption par l'ONU du Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Signé le 22 janvier 2017

par 58 États, ratifié seulement par 10, il n'entrera en vigueur qu'après 50 ratifications. Chaque mois, à l'appel du *Mouvement de la Paix*, mobilisons-nous pour exiger sa ratification par la France.

• **27 mai** *Journée nationale de la Résistance* – Date anniversaire de la création du *Conseil national de la Résistance* en 1943. Le programme des cérémonies est arrêté par le Comité parisien de Libération en concertation avec le Conseil de la Ville de Paris. Au moment où nous mettons sous presse, le programme n'a pas été communiqué. L'UJRE et MRJ-MOI vous informeront par courriel et sur leur site dès qu'il sera connu. Rencontrons les actrices et acteurs de cette période toujours présents parmi nous, fleurissons les lieux de mémoire de la Résistance, de la défaite du nazisme, des répressions et persécutions !

• **29 mai** *Commune de Paris : fin de la semaine sanglante* – L'UJRE soutient l'appel à organiser une grande journée populaire pour célébrer la Commune de Paris 1871... Rendez-vous à partir de 10 h. sur la place de la République (animations, spectacles, prises de parole, pique-nique) pour départ à 14 h. d'un cortège populaire en direction du Père-Lachaise, objectif : la montée au Mur des Fédérés. ■

[1] *Humanité Dimanche* du 14/04/2021



Napoléon le Grand rétablit le culte des Israélites, le 30 mai 1806 © Estampe MAHJ

DE NAPOLÉON ET LES JUIFS À DARMANIN ET LES MUSULMANS

par ESTHER BENBASSA ET JEAN-CHRISTOPHE ATTIAS

Au sommet de l'État, les vocations annexes ne manquent pas. Tel s'improvise épémiologiste, ce qui est inquiétant. Tel autre joue à l'historien, ça ne l'est pas moins. Mais il faut bien que l'Histoire serve à quelque chose... C'est ce que nous rappelle notre ministre de l'Intérieur dans un livre, *Le séparatisme islamiste, Manifeste pour la laïcité*, dont le principal mérite est la brièveté. L'Histoire sert surtout, on dirait, à se trouver des modèles.

Manuel Valls s'était imaginé en nouveau Clémenceau. Gérard Darmanin, lui, chausse les bottes, un peu grandes, de Napoléon. Napoléon et les juifs, ce serait comme Darmanin et les musulmans. Cette comparaison, ce n'est pas nous qui la faisons – on nous le reprocherait assez –, c'est bien lui qui la suggère, et à lui c'est permis. La politique de l'Empereur à l'égard des juifs ? « *Une lutte pour l'intégration avant l'heure* », écrit M. Darmanin (p. 27). C'est y aller un peu fort. Et pour tenir cette ligne, le ministre accommode l'Histoire à sa sauce.

La politique de Napoléon à l'égard des juifs est une régression. Alors que la Révolution, en 1790-1791, les avait émancipés en faisant d'eux des citoyens à part entière, l'Empereur en refait une communauté, dont il entend bien corriger les prétendus scandaleux travers. En 1806, convocation d'une Assemblée des notables choisis par les préfets parmi les juifs les plus probes et les plus éclairés. Le gouvernement veut se documenter, il a douze questions à poser sur la compatibilité du culte juif avec la loi de l'État. En 1807, convocation d'un Grand Sanhédrin chargé de transformer en décisions les avis de l'Assemblée. En 1808, trois décrets sont publiés.

Les deux premiers portent notamment sur la réorganisation du culte, instituant un système utile au contrôle de la collectivité juive par l'État. Le troisième, par la suite qualifié de « décret infâme », qui restera dix ans en vigueur, fait tout simplement sortir les juifs de la loi commune, il

les soumet à un régime d'exception. C'est l'« usure » qu'il a en vue. Il ordonne le réexamen des créances des juifs, prévoit leur réduction, voire leur annulation. Il impose aux commerçants juifs de se munir d'une patente annuelle délivrée par les préfets, il interdit l'immigration en Alsace, etc.

Darmanin reconnaît que ces mesures furent « *difficiles à supporter pour les Juifs* », mais se réjouit du résultat : « *ceux-ci obtempèrent* » (p. 29). Avaient-ils le moyen de faire autrement ? On n'était plus en République, mais sous un régime autoritaire. Ils baissèrent juste la tête. Tous ces siècles vécus en diaspora leur avaient appris qu'une minorité ne gagne jamais, dans un combat frontal, face aux majorités.

Darmanin ne s'interroge pas sur la réalité du phénomène de l'« usure » juive, il ne cherche pas à en mesurer l'éventuelle ampleur, il ne se demande pas s'il n'y aurait pas, alors, plus d'usuriers non juifs que d'usuriers juifs. Il tient le mal dénoncé pour un fait acquis et se désole sincèrement des « *troubles et réclamations* » que les juifs feraient ainsi naître (p. 27). Il ne dit rien de l'inspiration clairement anti-juive des mesures prises par Napoléon. Pour lui, tout va bien : on essaye d'intégrer. Disons plutôt d'assimiler. Et de force. Alors qu'on marginalise.

Si telle est l'inspiration du projet de loi « *confortant le respect des principes de la République* » qui sera débattu au Sénat à partir du mardi 30 mars, il y a quelques raisons de s'alarmer. Un examen attentif du texte n'est pas de nature à rassurer : nombre de ses dispositions bafouent ces principes mêmes.

L'exposé des motifs de ce texte évoque déjà « *un entrisme communautariste... pour l'essentiel d'inspiration islamiste* ». Le projet ne fait pas explicitement mention, ensuite, des musulmans, il élargit en revanche le spectre de ses cibles aux personnels du service public, aux associations subventionnées, aux établissements d'enseignement privé, aux associations culturelles, etc.

Élaboré après l'assassinat de l'enseignant Samuel Paty, ce projet de loi visait en principe à combattre l'islamisme radical, terreau du terrorisme. On peut douter qu'il y contribue. Gardant l'islam en filigrane, il tend plutôt à renforcer le contrôle social, à restreindre les libertés, et à répri-

mer tout ce qui ne se soumet pas à l'ordre social que le pouvoir appelle de ses vœux, surtout en cette veille d'élection présidentielle, quand on espère de cette façon récolter des voix à la droite dure et à l'extrême droite.

Selon une enquête de janvier 2021, 52% des Français considèrent qu'on ne parle de laïcité qu'à travers la polémique, et pour plus de 6 sur 10, que les personnalités politiques instrumentalisent la laïcité. M. Darmanin s'inscrit exactement dans cette dynamique délétère. Son texte modifie la loi sur la liberté de la presse de 1881, celle de l'instruction primaire obligatoire de 1882, celle de la séparation des Églises et de l'État de 1905, et enfin celle de 1907 sur l'exercice public des cultes. La laïcité, socle de notre cohésion nationale, n'est plus ici qu'un prétexte pour bâtir une République autoritaire et intrusive, n'aspirant qu'à la surveillance, les cultes étant soumis à un contrôle maximal, voire à une mise sous tutelle.

Loin de se protéger, cette République-là trahit simplement ses faiblesses lorsqu'elle demande au tissu associatif subventionné de souscrire un contrat d'engagement républicain incluant la sauvegarde de l'ordre public ou lorsqu'elle étale une défiance injustifiée à l'endroit des associations culturelles dont elle veut renforcer l'encadrement. L'État n'aurait-il donc plus l'autorité nécessaire pour faire simplement appliquer la loi telle qu'elle est et pour garantir, sans la détricoter, le respect des valeurs d'une laïcité fondatrice, celle que la loi de 1905 a consacrée ?

Alors même que le pays vit sous un régime d'état d'urgence sanitaire depuis plus d'un an, M. Darmanin transforme notre pacte républicain en une chape répressive. Ce n'est pas ainsi qu'il nous protégera des terroristes. Il contribuera plutôt à fragiliser davantage un équilibre dont notre démocratie a un urgent besoin.

Alors, hier les juifs, aujourd'hui les musulmans ? Si les parlementaires « obtempèrent », oui, comme Napoléon a eu son « décret infâme », Gérard Darmanin l'aura, sa loi infâme. ■ 30/03/2021

* Esther Benbassa est sénatrice de Paris (EELV), directrice d'Études à l'École Pratique des Hautes Études, Jean-Christophe Attias est directeur d'Études à l'École Pratique des Hautes Études (Université PSL). Leur article a été publié sur le site [huffingtonpost.fr](https://www.huffingtonpost.fr) le 30 mars dernier. Nous le reproduisons ici avec l'autorisation de leurs auteurs. Nous les en remercions.

(Suite de la Une)

JE VOUS ÉCRIS D'AUSCHWITZ - LES LETTRES RETROUVÉES

À LIRE

présentées par KAREN TAÏEB

lu par BÉATRICE COURRAUD

De surcroît, les lettres-cartes devaient impérativement être rédigées en allemand. Elles passaient, bien sûr, sous les fourches caudines de la censure. Que dire lorsque l'on ne peut rien dire ?

13.4.43 : *Mes chers, je suis en bonne santé et je vais bien, et je pense que c'est la même chose pour toi. Je travaille ici et rien ne me manque. Je salue mes connaissances et mes camarades. Salutations chères. Joffé Georges.*

Karen Taïeb, responsable des archives au Mémorial de la Shoah, a réalisé un travail de recherche remarquable pour retrouver, rassembler ces écrits et les noms qui s'y rattachent. Vingt-et-un déportés sont présentés dans cet ouvrage, avec leur histoire et des fac-similés de leurs lettres. Ce travail de décryptage et de mémoire témoigne de la très grande empathie de l'auteure envers ces hommes et ces femmes victimes de la barbarie nazie. Un nombre important de lettres n'est jamais arrivé à destination, leurs destinataires ayant eux aussi

péri dans l'enfer concentrationnaire. D'autres lettres ont été précieusement gardées par les familles, au fond d'un tiroir ou d'un grenier, dépliées et relues au bout de cinquante ans.

Des rescapés écrivent et témoignent au moment de la libération des camps. Leur témoignage est essentiel, comme celui d'Yvonne Lévy, déportée avec son mari à Auschwitz en mai 1944 et libérée par l'Armée rouge en janvier 1945. Son mari, lui, ne reviendra pas. Elle aura passé neuf mois dans l'enfer de Birkenau. Elle écrit à ses deux enfants :

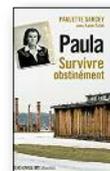
« *Mardi 12 février 1945. Auschwitz. Mes chéris, ces mots vous parviendront-ils jamais ? Les aurez-vous bientôt ou après la guerre, je l'ignore. Ce sera un miracle, mais le premier miracle, c'est que je vis encore, après l'enfer que je viens de traverser. J'espère de toute mon âme vous revoir car je pense que je vais tenir jusqu'au bout (...)* La vie des femmes était pire que celle des hommes ».

Yvonne Lévy poursuit en parlant du réveil à 3h30, suivi à 4h du supplice de l'appel, du froid, de la

faim, des maladies, des coups, des humiliations, des sélections, des « *disparitions massives dans les fours brûlants* ». Son travail était harassant, elle piochait, portait du ciment, maçonnait... Elle termine par ces mots :

« *Je suis presque certaine maintenant que vous viendrez m'attendre sur un quai de gare, sinon vous saurez que je vous veux forts, sains, honnêtes et prêts à vous venger de ceux qui vous auront fait orphelins. Je vous adore. Votre maman* ». ■

[1] *Je vous écris d'Auschwitz - Les lettres retrouvées* – de Karen Taïeb, préface d'Ivan Jablonka, Éd. Tallandier, 2021, 224 p., 19,90 € qui a aussi publié *Paula - Survivre obstinément*, Éd. Tallandier, 2015, 148 p. Il s'agit du témoignage de notre regrettée Paulette Sarcey, née Paula Szlifke, grande résistante communiste, déportée à Auschwitz, Paulette qui écrit : « *À mon retour d'Auschwitz, le 22 mai 1945, j'ai eu la chance inouïe de retrouver à Paris ma famille miraculeusement épargnée. Je n'ai ni oublié, ni pardonné et j'ai tenu parole : j'avais promis à mes camarades de déportation de tout raconter. Aujourd'hui, souvent inquiète pour l'avenir, je suis heureuse que mon histoire puisse être lue par tous.* »



L'ÉNIGMATIQUE GIORGIO VOGHERA

Giorgio Voghera (1908-1999) est sans doute le moins connu de tous les grands écrivains triestins du XXe siècle. Il est le fils d'un professeur de mathématiques très en vue et aussi un fin lettré qui fréquentait les cercles intellectuels à l'époque où Edoardo Weiss introduisait la psychanalyse en Italie en fondant la première société à Trieste.

Ses études ont été plutôt modestes et il a dû trouver un emploi à la compagnie d'assurance RAS. Pendant ses jeunes années, il a pu connaître tout ce que la ville comptait de personnalités marquantes : Robert Bazlen, Italo Svevo, Gian Stuparich, Umberto Saba. Lorsque les lois raciales ont été décrétées en 1938, il est parti en Palestine avec ses parents. Le pays étant sous domination britannique, il s'est retrouvé en prison. Il a raconté plus tard cet épisode dans *En prison à Jaffa*.

Une fois libéré, il a travaillé dans un kibboutz. Quand Israël a déclaré son indépendance en 1948, il a décidé de rentrer à Trieste. Il relatera ses années passées en Palestine dans *Quaderno d'Israele*, publié en 1967. Une fois arrivé, il a repris son modeste emploi à la RAS où il est resté jusqu'à la retraite. Ce n'est qu'une fois retraité qu'il se déclarera ouvertement écrivain. Il a collaboré à différents périodiques comme *Il Piccolo* et *Il Ponte* ainsi qu'à la RAI et à TV3. Il a fréquenté la librairie d'Umberto Saba qui l'a encouragé dans son entreprise littéraire.

C'est en 1961 que se produit l'un des cas littéraires les plus curieux de la seconde moitié du siècle dernier. En 1961 paraît un roman intitulé *Il segreto* (*Le Secret*). À la place du nom de l'auteur est indiqué : « *Anonyme*

triestin ». Malgré cela, le livre connaît un certain succès de librairie et la presse s'empare de l'affaire. Un journaliste plus malin que les autres remarque un détail dans le roman : le jeune héros de l'histoire porte toujours ses bretelles au-dessus de son pull-over. Il fait son enquête auprès d'anciens lycéens et il finit pas découvrir que le garçon aux bretelles n'est autre que le jeune Voghera.

Mais les choses n'en restent pas là : interrogé, l'écrivain déclare qu'il n'est en aucun cas l'auteur du livre. Il l'attribue à son père. Drôle d'idée car son père était un scientifique et l'on se demande pourquoi il aurait raconté les faits et gestes de son fils au collège ? Quoi qu'il en soit, Voghera a maintenu cette version jusqu'à sa mort. Or j'ai pu consulter les archives de Voghera et j'y ai trouvé la preuve irréfutable que l'ouvrage est bien de sa main. Comment en aurait-il pu être autrement ? À ce sujet, il ne faut pas oublier que le premier livre qu'il a fait paraître, un libelle divertissant mais écrit au vitriol, *Come far carriera nelle grandi amministrazioni* (1959), sera ensuite complété par un récit court, venimeux, mais burlesque à souhait, *Le Directeur général*, publié en 1974.

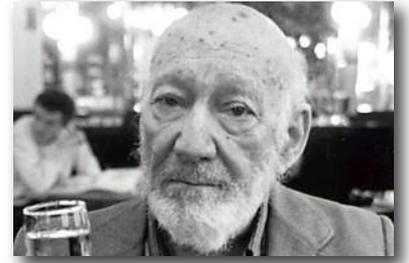
Ce qui peut aussi frapper chez cet auteur, c'est l'ampleur incroyable de ses intérêts en littérature. Il va d'un livre remarquable de méditations sur les limites de l'existence humaine dans *Nostra Signora Morte*, paru en 1983 (une œuvre magnifique que Claudio Magris a saluée comme étant « *un registre concis et inoubliable de la douleur* »), jusqu'à l'histoire de la naissance de la psychanalyse italienne, écrit à l'initiative d'Ernst

Weiss à Trieste, ce qui lui a permis de faire un panorama assez complet de la vie intellectuelle du début du siècle passé – vie d'une richesse assez incroyable.

Et bien sûr, il y a tous ses livres autobiographiques qui constituent le plus gros de son œuvre. Issu de la communauté juive de Trieste, comme Italo Svevo (qui s'appelait Hector Schmitz et fréquentait l'école élémentaire juive de la Via del Monte), comme Umberto Saba (qui s'appelait en réalité Umberto Poli), qui a professé un antisémitisme paradoxal tout en écrivant des pages somptueuses sur l'ancien ghetto. Il n'a jamais beaucoup exploré cet univers passionnant, se limitant à son expérience en Palestine et à la naissance douloureuse de l'État d'Israël parce qu'il a été mêlé de près à cette question.

Il a aussi écrit un grand nombre de nouvelles qui n'ont jamais été réunies en volumes. Il demeure encore à découvrir en France et, hélas, à redécouvrir en Italie : depuis la faillite de son principal éditeur, Studio Tesi, on ne l'a guère réédité. ■

À lire : *Le Secret*, Anonyme triestin, préf. de Dominique Fernandez, trad. de l'italien par Jean & Marie-Noëlle Pastureau, Le Seuil, 1995 ; *Notre maîtresse la Mort*, trad. de l'italien par Carole Walter, Circé, 1996 ; *En prison à Jaffa*, trad. de l'italien par Carole Cavallera, Éd. de la Différence ; *Le Directeur général*, trad. de l'italien par Gérard-Georges Lemaire, préf. Gérard-Georges Lemaire, Éd. de la Différence, 2003 ; *Cahiers d'Israël*, trad. de l'italien par Carole Cavallera, Éd. de la Différence, 2005.



C'est le titre du livre* de Popeck que ses nombreux fans, du grand-père au petit-fils, accueillent toujours avec joie lorsqu'il se produit sur scène. La phrase qui ouvre ce livre, du meilleur Popeck, « *Le succès a beaucoup de pères, l'échec est orphelin* ».

Son nom, **Judka Herpstu**, de père roumain originaire de Ploesti, de mère polonaise assassinée à Auschwitz, devient Jean Herbert, son nom de comédien : « *je courrais le casher – pardon le cachet – tout en faisant trente-six métiers pour gagner des sous...* », dont la vente des fameux caleçons molletonnés.

En 1940 la guerre est là et l'OSE envoie les enfants juifs dans des foyers d'accueil, Montmorency, Château de Chaumont, mais en 1941, son père le ramène à Paris dans un hôtel du boulevard Magenta où ils dînaient d'oignons frits sur une tranche de pain gris. Un matin, la rafle commence et son père le confie de nouveau à l'OSE, à présent clandestine. Ce père, homme élégant, charmeur, arrivé à Paris à la fin du XIXe siècle, naturalisé en 1910, parlait ce français caractéristique des juifs d'Europe centrale, mêlé de yidich. Il distribuait des petits cadeaux confectionnés de ses mains, déclarait à la monitrice de la pension de son fils, après-guerre : « *Okipé vous bien de lvi, il n'est pas méchante, il faut juste lui parler gentiment* ».

Jean Herbert, comédien, premier prix de comédie au cours René Simon, se produit dans les pièces de Berthold Brecht, Anouilh, Sartre, Dostoïevsky... Dans

« DE QUI TU TIENS CE DON-LÀ ? »

L'Idiot où il joue avec Charles Denner, il amuse à l'entracte ses camarades, morts de rire, avec des blagues en imitant l'accent yidich. « *Mais fais donc sketches !* ». Et lui : « *Comment, des sketches ? un acteur ne fait pas de sketches !* ». Poussé par Michel Beaune et Charles Denner, il devient **Popeck**, le rôle, rusé, naïf, agressif, en redingote et nœud papillon dont le succès démarre au Théâtre de l'Atelier, directeur André Barsacq, avec un sketch écrit en 10 mn, applaudi par le tout-Paris. On entend ici pour la première fois « *On n'est pas des sauvages, tout de même !* » Les nouveaux sketches sont nombreux et surprenants, les connaisseurs réclament toujours les anciens : « *Dieu soit loué et toujours à un prix raisonnable* »*, le dîner chez Maxim's « *Apportez-moi le vainqueur, pas le vaincu* », le homard ayant perdu une pince au cours d'une bataille dans l'aquarium...

Popeck joue sur de nombreuses scènes : l'Écluse, l'Échelle de Jacob, le Café d'Edgar puis le Palais des Congrès, l'Olympia, le Casino de Paris... « *Longtemps j'ai été déchiré entre Jean Herbert et Popeck, si Popeck l'a emporté, c'est qu'il a su créer un public nombreux et enthousiaste (...)* Popeck, au départ un domicile provisoire, est devenu domicile fixe. » Il tourne dans des films, *Les Aventures de Rabbi Jacob* de Gérard Oury, *Le Pianiste* de Roman Polanski et d'autres ; à la télévision ; enregistre des disques ; écrit des livres.

L'artiste ne s'arrête pas, il répète une pièce de Claude Cohen et Thierry Crouzet dans la mise en scène d'Olivier Lejeune, *Des Larmes de crocodile*, dont la répétition générale a eu lieu à Asnières, au Théâtre Armande Béjart où le directeur l'a immédiatement engagé pour la réouverture des théâtres ; sur scène, six personnages dont Popeck et la chanteuse américaine Jeane Manson (mère de la chanteuse israélienne Shirel), dans un très beau décor, la tournée est prévue en France, Suisse, Belgique, Tel-Aviv. Le sujet est très actuel et sensible. Une dame riche et malade veut mourir en Suisse et réunit toute sa famille, certains ne se sont pas rencontrés depuis des années, donc disputes et malentendus, surtout entre *ashkénazes* et *sépharades*. Son frère (Popeck) est en mauvais termes depuis trente ans avec son ex-femme qui est aimée de tous... Entre drame et comédie, très drôle, la pièce est inspirée aussi des sketches de Popeck. L'auteur, Claude Cohen, de son métier anesthésiste-réanimateur, connaît bien le sujet, une des répliques, surréaliste : « *bientôt on nous collera une carte vitale à points dès qu'on aura dépassé le seuil autorisé pour la survie de l'espèce, emballé, c'est pesé, exécuté* ». Si Avignon rouvre ses portes, notre ami y présentera un one-man-show : « *J'irai jusqu'au bout* ».

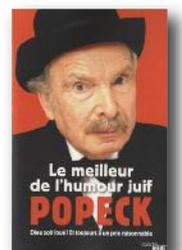
Popeck se montre toujours étonné d'être invité à la télé, chez Ardisson « *où les spectateurs se sont levés pour moi* ».

par KAROLINA WOLFZAHN

C'est un homme modeste et très courtois, égal des plus grands, se remettant en question comme Cyrano : « *Je ne suis peut-être pas arrivé très haut mais j'y suis arrivé seul* ». Grand admirateur de Charlot, il cite sa réponse à Buster Keaton : « *Vous qui êtes comme moi-même un créateur, comment pouvez-vous accepter d'entrer dans cette petite boîte [la télé] dans laquelle on ne peut pas faire trois galipettes sans en sortir ?* »

Opéré du cœur en 1990, le comédien fait du vélo d'appartement, des haltères et me déclare : « *Il faut faire du sport !* » Il n'oublie pas son fidèle couvre-chef :

« *Chapeau, mon vieux chapeau, Je te dédie ces vers de Lamartine Que l'on croirait écrits pour ta feutrine : "Objets inanimés avez-vous donc une âme Qui s'attache à notre âme et la force d'aimer ?"* » ■



***Popeck : Le meilleur de l'humour juif : Dieu soit loué ! Et toujours à un prix raisonnable**, Éd. Cherche Midi, Paris, 2011, 270 p., 17,25 € – **De qui tu tiens ce don-là**, Éd. L'Archipel, Paris, 2017, 249 p., 20 €.

ALEXANDER FORD « LA VÉRITÉ N'A PAS DE FRONTIÈRE »

Mosze Lifszyc, est né en 1907 à Łódź. Il a pris le pseudonyme d'**Alexander Ford**, en référence sans doute à John Ford dont il avait aimé les films muets. Il travaille dès 16 ans, d'abord comme ouvrier d'usine puis comme vendeur. Il est admis à l'École des Beaux-Arts de Varsovie. C'est en 1928 qu'il réalise son premier court métrage qui témoigne de son intérêt pour l'influence picturale.



Alexander Ford et l'équipe du film
La vérité n'a pas de frontière

Il y défend l'importance des prises de vue en extérieurs et l'emploi d'acteurs non professionnels. En 1930, il devient membre du parti communiste polonais et fonde, avec Wanda Jakubowska, la réalisatrice de *La Dernière étape*, le mouvement *Start* qui conçoit le cinéma comme un art nouveau engagé sur le monde et se donnant pour but de le transformer. Ses premiers films sont des courts métrages documentaires. En 1932, il devient célèbre avec *La Légion des rues*, sur la vie des gamins qui vendent les journaux à la criée dans les rues de Varsovie. En 1933, il est invité à tourner en Palestine un film sioniste, *Sabra*, qui montre la difficile installation des colons juifs. *Sabra* est le premier film parlant réalisé en hébreu. En 1936, le *Bund* lui commande le très beau *Mir kumen on* [1].

Durant la Seconde Guerre mondiale, il réalise des films d'instruction militaire pour l'Armée rouge, dirige le service cinématographique de l'armée polonaise en URSS et tourne, avec Jerzy Bossak, des documentaires dont *Majdanek, cimetièr de l'Europe* qui sera le premier documentaire sur un camp d'extermination. De retour dans une Pologne où les studios sont détruits et où il ne reste que cinq salles de cinéma,

ainsi que son insurrection. Il écrit le scénario dès 1946, aidé de la journaliste et historienne Rachel Auerbach, survivante du Ghetto de Varsovie, qui avait collecté les archives d'Emmanuel Ringelblum. Malgré sa position de dirigeant du cinéma polonais, Ford subit des pressions officielles exigeant que le scénario adoucisse le caractère antisémite de certains personnages et des situations afin de construire le grand roman national polonais !

Ford décide alors d'aller tourner dans les studios Barrandov de Prague qui ont survécu à la guerre. Les derniers mots du film sont un hommage à des héros que l'on nous dit inoubliables car ils incarnent, par delà les frontières, la lutte des peuples pour l'égalité des hommes.

Les responsables communistes reconnaissent les qualités artistiques du film mais, le jugent « antipolonais » et lui refusent le visa d'exploitation dans le pays. C'est alors que les membres de la critique internationale le sélectionnent pour le Festival de Venise... où il obtient un prix ! Un an plus tard, le film est autorisé en Pologne où le public lui assure un beau succès durable de 1949 à 1960 !

Ford est l'artisan de la reconstruction de la cinématographie polonaise. Il va diriger l'entreprise d'État *Film Polski* jusqu'en 1947.

***Graniczna ulitsa, La vérité n'a pas de frontière* (1948)**

Ford tourne en 1948 le premier film de fiction qui représente la vie à Varsovie, avant et durant la construction du ghetto,

Le film s'ouvre sur un décor stylisé représentant Varsovie en ruines puis fait revivre avant-guerre, des personnages de statuts sociaux et religieux divers, habitant une même rue. Les enfants et la jeunesse sont au cœur de l'action et c'est par leur regard que nous vivons le drame : l'antisémitisme qui ostracise le jeune Davidek lors d'une partie de ballon, les mesures politiques qui vont séparer les juifs des non juifs, jusqu'au départ forcé des juifs dans le ghetto. L'intensité du film culmine lors de l'insurrection lorsque, fuyant par les égouts, les enfants se séparent encore et que le plus jeune décide d'aller au ghetto lutter avec ses aînés. Un beau film construit en boucle où la fin renoue avec le début : Varsovie en ruines.

Ford tourne en Pologne jusqu'à la crise politique de 1968. Accusé d'activité antisocialiste, exclu du Parti communiste, il part en Israël où il vivra deux ans avant d'opter pour le Danemark. Abandonné par sa femme, il s'exile finalement aux États-Unis. En 1973, il tourne *Le Premier cercle* d'après le roman d'Alexandre Soljenitsyne et laisse inachevé son film sur *Le Dr. Janusz Korczak*.

Après avoir tourné en Pologne de 1928 à 1968, sauf pour les cinq films de guerre, celui que ses élèves — Wajda, Polanski, Munk... — appelaient le « *tsar du cinéma polonais* » se suicide dans un motel de Floride le 4 avril 1980. ■

[1] La *PNM* de 12/2016 (n° 341) a rendu compte des conditions de sortie du coffret *Trésors du cinéma yiddish* chez Lobster Films ; celle de 12/2020 (n° 381) est revenue en détail sur chacun des films de ce coffret, dont *Mir kumen on* sur le préventorium juif Medem de Miedzeszyn (sous-titré en français dans ce coffret, et en polonais dans la version disponible sur Internet *Droga młodych* (Chers jeunes) : dailymotion.com/video/x3pgkng. Enfin l'article d'Alex Gromb, *Souvenirs de Louba Pludermacher – De Vilno à Paris (1906-1940)* publié dans la *PNM* de 03/2020 (n° 374), évoque le préventorium bien réel du *Medem*.

Dos yidich vinkl - דאָס ייִדיש ווינקל

Le yidich et le Messie



M*echiekh*, mais qui est-il donc, משיח, celui qu'on désigne ainsi, par un nom propre, comme un prénom, le rendant plus familier ? Nul ne pourrait nous renseigner avec certitude puisqu'on l'attend toujours... **Le Messie**. Dans la langue yidich, dans l'imaginaire, il est bien présent, évoqué, attendu impatientement à moins qu'on ne se résigne à l'espérer éternellement comme *l'Arlésienne* ou... *Godot*.

Déjà, savoir qu'ils sont en fait deux à se laisser désirer. Le premier (ben Joseph), supposé venir d'abord, en précurseur, serait un guerrier, chargé de faire un grand nettoyage par le glaive, aidé en cela par ces petits juifs rouges, רוֹיטע יודעלעך, *di royte yidelekh*, qu'on imagine vivre depuis des siècles et des siècles, là-bas, de l'autre côté de ce terrible fleuve biblique, le Sambatyon. On dit que ses eaux furieuses, tumultueuses, charrient des rochers acérés, rendant vain tout espoir de le franchir. Il ne s'apaise qu'un jour par semaine, שבת, *shabes*, bien sûr, jour où nos *royte yidelekh* ont interdiction de le franchir. Ils attendent donc, eux aussi, la venue de *Mechiekh*, pour pouvoir l'aider dans sa mission de libération. Une légende née en Allemagne vers le XIIIe siècle, qui entretenait la peur du juif : on peut encore les voir représentés sur un vitrail de la Marienkirche de Frankfort (sur l'Oder). Légende reprise positivement par les juifs de langue yidich qui l'emportèrent avec eux, plus loin à l'Est, comme élément de leur folklore et de leurs croyances. Passé cette période sanglante et violente, *Mechiekh* (ben David), le deuxième, pourra, lui, arriver et instaurer un règne de paix, d'amour et ce seront, oy, *Mechiekh's tsaytn*, משיח'ס צײַטן, *les Temps messianiques*, où le loup séjournera avec l'agneau et où les hommes avec le fer des

armes forgeront les socs des charrues... Des lendemains qui chantent...

Quel programme, de quoi enthousiasmer et effrayer tout ensemble...

Ainsi, lorsque on évoque devant vous une situation idyllique à laquelle on ne croit pas, mais aimerait y croire, on soupirera : משיח'ס צײַטן, *Mechiekh's tsaytn* : « *C'est ça, nous sommes déjà au Paradis...* »

Et quand on vous promet monts et merveilles pour la semaine des quatre-jeudis, pour le jour où les poules auront des dents, vous répondez avec un sourire : יאָ, יאָ, יאָ, ביז משיח וועט קומען, *Yo, yo, biz Mechiekh vet kumen...* Bien sûr...d'ici qu'il arrive *Mechiekh*...

Mais, parlez donc de votre copain, de votre belle-mère et... vous le, la verrez apparaître inopinément... *Quand on parle du loup..., il sort du bois...* En yidich מע זאל נאָר דערמאָנען משיח, *me zol nor dermonen Mechiekh*, il suffit d'évoquer *Mechiekh*... et le voilà ! Comme on l'appivoise cette attente toujours déçue, mieux vaut donc en rire... S'attendrir même... Tenez, cette petite bête jolie que nous voyons voler au printemps, en été, avec ses points rouges, ses points jaunes, coccinelle, bête à bon dieu – dites-vous ? Mais non, pour nous, elle est משיח'ל, *Mechiekh'l, petit Messie...*

Voyons, désirer, c'est espérer...

Mais, en attendant,

Lomir zikh trefn in a khoydesh arum oyf undzer yidich-vinkl.

Retrouvons-nous dans un mois dans notre coin yidich ■ **Regina Fiderer**

SIMONE ET POLINA, DEUX SŒURS DE COMBAT

par **BERNARD FREDERICK**

Dans la nuit du 8 au 9 mai 1945, l'Allemagne nazie capitulait. Elle avait fait de l'Europe un grand cimetière et un champ de ruines. Pendant les années de guerre, sur tout le vieux continent soumis à la barbarie nazie, se levèrent des centaines de milliers d'hommes et de femmes. Parmi eux, beaucoup de jeunes juifs. Voici les portraits croisés de deux jeunes femmes juives, deux sœurs de combat.

Elles ne se connaissaient pas, vivaient à des milliers de kilomètres l'une de l'autre mais avaient le même âge, le même engagement antifasciste, les mêmes convictions communistes. **Simone Schloss** et **Polina Gelman** étaient nées en 1919, la première le 23 septembre, la seconde le 24 octobre. L'une à Radosmysl en Pologne, l'autre à Berditchev en Ukraine. Toutes les deux dans une modeste famille juive.

Le père de Simone, Jakob, était menuisier. Avec son épouse, Malka, il fuit la Pologne, la misère et l'antisémitisme pour être « heureux comme Dieu en France ».

Jakob, Malka et la petite Simone s'installent à Paris en 1923, dans le 20^e arrondissement. Polina ne connut pas son père, assassiné par les bandes de Petlioura alors qu'elle n'avait pas un an. Sa mère, Elena, l'emmena à Gomel en Biélorussie, c'est là qu'elle grandit.

Simone, jeune couturière à domicile, militait à l'Union des Jeunes Filles de France et au Parti communiste quand la guerre arriva. Polina, étudiante en cinquième année, rencontra Galina Dokutovich, de deux ans son aînée. Les deux jeunes filles étaient passionnées d'aviation. Elles prirent des cours à l'aéroclub de Gomel. Mais Polina ne fut pas admise à piloter en raison de sa petite taille. Galina entra à l'Institut d'aviation et Polina au département d'histoire de l'Université d'État de Moscou.



Polina Gelman



Simone Schloss sous bonne garde à la sortie du tribunal militaire

huit mois de prison et, à sa sortie, poursuivit ses activités avec son amie Marie-Thérèse Lefèbre et son mari Paul.

Elle devint agent de liaison de Conrad Miret i Musté, membre du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC communiste), ancien commandant dans l'armée républicaine et l'un des fondateurs et chefs de l'Organisation spéciale de la MOI (OS-MOI).

Quand l'Allemagne attaqua l'Union soviétique, Polina expliqua à sa mère qu'elle allait s'engager et gagner le front. Elle déclara qu'elle était « la fille du peuple juif et qu'elle avait un compte spécial à régler avec Hitler ». Après moult démarches, en octobre 1941, Polina et Galina réussirent à être acceptées dans le fameux 588^e régiment de bombardiers de nuit. Le régiment aérien féminin effectuait ses vols exclusivement de nuit. Il larguait des bombes sur les Allemands et combattait les avions de la Luftwaffe. Grâce au courage de ces filles, de nombreux dépôts d'armes nazis furent détruits, ainsi que des convois qui se dirigeaient vers le front.



Groupe des Jeunes filles de France du XXe. Simone Schloss est la troisième en partant de la gauche

Simone, malgré de l'interdiction des activités communistes, continua à militer dans la clandestinité. Le 1er mars 1941, elle fut interpellée par la police à Belleville alors qu'avec ses camarades, elle distribuait le journal *L'Avant-Garde*. « Tous israélites », nota l'inspecteur. Elle fut inculpée pour infraction au décret du 26 septembre 1939 c'est-à-dire pour propagande communiste. Elle fit

Quelqu'un avait parlé. Simone, Marie-Thérèse et Paul Lefèbre passèrent deux mois entre les mains des Brigades spéciales et de la police de sécurité allemande (*Sipo-SD*). Simone Schloss fit partie des vingt-sept « terroristes » traduits devant le tribunal militaire siégeant à la Maison de la Chimie du 7 au 14 avril 1942. Conrad Miret i Musté, avait succombé sous la torture avant l'ou-

verture du procès. Dans la nuit du 1er août 1943, l'avion de l'amie de Polina, Galina Dokutovich, fut abattu et Galina tuée. Polina Gelman avait maintenant une raison de plus de se battre. Avec son régiment, elle traversa le sud-est de la Russie, la Biélorussie, la Pologne, la Prusse orientale et atteignit Berlin. Au total, elle effectua 857 sorties et largua 113 tonnes de bombes. Diplômée de l'Institut militaire des langues étrangères, après la guerre, Polina fit une carrière d'enseignante et d'interprète. Elle travailla un temps à Cuba après le débarquement raté des mercenaires à Playa Girón. Elle est décédée le 29 novembre 2005.

En 1948 la maison d'édition *Der Emes* a publié un livre en yidich de Rakhil Kovnator intitulé פאלינא געלמאן העלד פון די סאוועטן פארבאנד (Polina Gelman, héroïne de l'Union soviétique). Le 14 avril 1942, Simone et ses camarades furent condamnés à mort. Vingt-trois hommes furent fusillés le 17 avril 1942 au Mont-Valérien. Simone Schloss et Marie-Thérèse Lefèbre furent déportées en Allemagne le 27 avril 1942. Marie-Thérèse survécut aux camps de concentration. Simone Schloss, juive, fut transférée à Karlsruhe, à la forteresse d'Anrath puis à la prison de Greifeld et à celle de Cologne où elle fut guillotinée le 17 juillet 1942. Une plaque commémorative est apposée au 28 de la rue Saint-Dominique, à la Maison de la Chimie. Son nom figure en fin de liste, après ceux des fusillés, mais avec eux. ■

Le 9 février 1942, la police perquisitionna dans les locaux et trouva quantité d'armes et d'explosifs. Le 9 février 1942, la police perquisitionna dans les locaux et trouva quantité d'armes et d'explosifs.

bombes. Diplômée de l'Institut militaire des langues étrangères, après la guerre, Polina fit une

carrière d'enseignante et d'interprète. Elle travailla un temps à Cuba après le débarquement raté des mercenaires à Playa Girón. Elle est décédée le 29 novembre 2005. En 1948 la maison d'édition *Der Emes* a publié un livre en yidich de Rakhil Kovnator intitulé פאלינא געלמאן העלד פון די סאוועטן פארבאנד (Polina Gelman, héroïne de l'Union soviétique).

Le 14 avril 1942, Simone et ses camarades furent condamnés à mort. Vingt-trois hommes furent fusillés le 17 avril 1942 au Mont-Valérien. Simone Schloss et Marie-Thérèse Lefèbre furent déportées en Allemagne le 27 avril 1942. Marie-Thérèse survécut aux camps de concentration. Simone Schloss, juive, fut transférée à Karlsruhe, à la forteresse d'Anrath puis à la prison de Greifeld et à celle de Cologne où elle fut guillotinée le 17 juillet 1942. Une plaque commémorative est apposée au 28 de la rue Saint-Dominique, à la Maison de la Chimie. Son nom figure en fin de liste, après ceux des fusillés, mais avec eux. ■



Le régiment aérien entièrement féminin de Polina Gelman

